

MONITORING DE LA SANTÉ SEXUELLE EN SUISSE – 2019
RÉSULTATS DE LA CINQUIÈME ENQUÊTE EN LIGNE RELATIVE À L'ANNÉE
2019

Berne/Lausanne, décembre 2021

*

SANTÉ SEXUELLE SUISSE
Marktgasse 36, 3011 Bern / Rue St. Pierre 2, 1003 Lausanne

*

SANTÉ SEXUELLE SUISSE tient à remercier tous les centres qui ont participé à l'enquête en ligne du monitoring de la santé sexuelle en 2019.

Bern/Lausanne, décembre 2021

IMPRESSUM

Auteure:	Christine Sieber christine.sieber@sante-sexuelle.ch
Relecture scientifique:	Caroline Jacot-Descombes caroline.jacot-descombes@sante-sexuelle.ch
Traduction en français:	Anita Cotting
Relecture de la traduction:	Erika Portay
Mise en page:	Jessica Marti

MONITORING DE LA SANTÉ SEXUELLE EN SUISSE – 2019

SOMMAIRE

1 Introduction au monitoring	2
1.1 Rôle de SANTÉ SEXUELLE SUISSE	2
1.2 Buts du monitoring	2
1.3 Méthodologie	2
2 Synthèse des résultats	3
2.1 Les centres de consultation en matière de grossesse selon la loi fédérale RS 857.5	3
2.2 Prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire et extrascolaire	5
3 Centres invités à participer à l'enquête	5
3.1 Centres de consultation en matière de grossesse reconnus	5
3.2 Autres centres spécialisés intégrés au répertoire des centres de santé sexuelle	6
4 Domaine Grossesse	7
4.1 Conseil en matière de grossesse	7
4.2 Interruption de grossesse	8
4.3 Traitement en cas d'interruption de grossesse incomplète	8
5 Domaine Contraception, contraception d'urgence	9
5.1 Conseil en contraception	9
5.2 Accès à la contraception d'urgence	11
6 Domaine Infections sexuellement transmissibles (IST)	12
6.1 Dépistage des infections sexuellement transmissibles	12
6.2 Traitement des infections sexuellement transmissibles	15
7 Domaine Groupe cible Hommes	15
8 Domaine Éducation sexuelle / Formation à la santé sexuelle	16
8.1 Éducation sexuelle en milieu scolaire	16
8.2 Formation à la santé sexuelle en milieu extrascolaire (de 15 ans aux seniors)	20
9 Commentaire final de SANTÉ SEXUELLE SUISSE	23
Annexe – Liste des centres ayant participé à l'enquête en ligne 2019	27

1 Introduction au monitoring

1.1 Rôle de SANTÉ SEXUELLE SUISSE

SANTÉ SEXUELLE SUISSE (ci-après SSCH) est l'organisation faîtière des centres de conseil, des services d'éducation sexuelle, des organisations professionnelles ainsi que des spécialistes du domaine de la santé sexuelle et reproductive et du domaine de l'éducation sexuelle, exerçant en Suisse. Elle est partenaire de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) pour la mise en œuvre du Programme national de prévention du VIH et autres infections sexuellement transmissibles (PNVI) ainsi que pour la concrétisation de la loi fédérale RS 857.5 et de son ordonnance d'application¹. SSCH s'engage au niveau national et au niveau international pour une éducation sexuelle holistique ainsi que pour la promotion et le respect des droits sexuels. Elle est membre accrédité de l'International Planned Parenthood Federation (IPPF).

SANTÉ SEXUELLE SUISSE défend en Suisse l'accès pour tous à des prestations de santé sexuelle. Elle promeut la qualité des prestations et soutient ses membres dans la mise en œuvre de leur mandat.

1.2 Buts du monitoring

Le monitoring a pour but de fournir des informations quantitatives dans des domaines spécifiques de la santé sexuelle et de donner ainsi une plus grande visibilité aux prestations des organisations membres.

- Le monitoring documente une partie des prestations et des domaines d'activité des centres de consultation en matière de grossesse reconnus par la loi fédérale.
- Il renseigne sur les prestations du domaine de l'éducation sexuelle en milieu scolaire et extrascolaire² dispensées par les services spécialisés en santé sexuelle.
- Il contribue, par les données quantitatives recueillies, à l'élaboration des rapports que SSCH est tenue de livrer régulièrement aux organisations nationales et internationales dont elle est mandataire ou partenaire.

Ce rapport présente l'évaluation des données de l'année 2019 et constitue le cinquième rapport de monitoring publié par SSCH.³

1.3 Méthodologie

Pour la première fois, l'enquête a été réalisée au moyen de l'outil de sondage KoboToolbox. L'outil informatique a été mis à disposition du 29.10.2020 au 31.12.2020 pour la saisie des données de l'année 2019. L'évaluation des données a eu lieu au cours du second semestre 2021, après un nouveau retard dû à la pandémie du Corona. Le monitoring est conduit une fois par année.

¹ Loi fédérale sur les centres de consultation en matière de grossesse RS 857.5 du 9 octobre 1981. Ordonnance 857.51 du 12 décembre 1983

² Sur la base de ces informations, le site <https://www.sexualaufklaerung-schule.ch/web.php/1/fr> est actualisé une fois par année.

³ Tous les rapports «Monitoring de la santé sexuelle en Suisse» sont disponibles sur: [Monitoring des centres de santé sexuelle | Santé Sexuelle Suisse \(sante-sexuelle.ch\)](https://www.sexualaufklaerung-schule.ch/web.php/1/fr)

Ont été invités à participer au monitoring 2019:

74 centres cantonaux de consultation en matière de grossesse reconnus (selon la loi fédérale RS 857.5) pour les domaines:

- _ Grossesse
- _ Contraception/Contraception d'urgence
- _ Infections sexuellement transmissibles
- _ Groupe-cible Hommes
- _ Éducation sexuelle/Formation à la santé sexuelle

23 autres centres spécialisés, intégrés au répertoire des centres de consultation pour les domaines:

- _ Éducation sexuelle/Formation à la santé sexuelle (21 centres)
- _ Grossesse et conseil indépendant en matière de diagnostic prénatal (2 centres)

Les données ont été regroupées et assemblées pour donner une image de l'ensemble de la Suisse et également des régions linguistiques (Suisse alémanique ou latine).

Le monitoring de la santé sexuelle en Suisse n'englobe pas l'ensemble des questions traitées par les centres de santé sexuelle et ne représente ainsi pas l'offre complète de prestations⁴. Le monitoring prend en compte les domaines et prestations relevant de la loi fédérale ou de mandats, ainsi que les prestations requises pour l'établissement des rapports destinés aux organisations partenaires nationales et internationales d'importance. Concernant le domaine de l'éducation sexuelle, d'autres centres spécialisés figurant au répertoire des centres⁵ ont également été intégrés à l'enquête.

2 Synthèse des résultats

2.1 Les centres de consultation en matière de grossesse selon la loi fédérale RS 857.5

- ✓ Le nombre des centres de consultation en matière de grossesse reconnus en Suisse est resté le même en 2019, soit 74.
- ✓ Le taux de retour est plus élevé que celui de l'année précédente: 66 centres sur 74, soit 89%, ont participé à l'enquête en ligne.
- ✓ Plus de 25'000 conseils en matière de grossesse (conseil psychosocial en cas d'ambivalence de grossesse, conseil social pendant la grossesse et après l'accouchement) ont été dispensés en 2019 dans les cantons par les centres reconnus à plus de 20'000 personnes directement concernées.
- ✓ Les préservatifs masculins sont disponibles auprès de 41% des centres de consultation en matière de grossesse; la plupart de ces centres (82%) les délivrent gratuitement ou à prix réduit. Le préservatif féminin est disponible auprès de 30% des centres; 45% de ces centres les ont délivrés gratuitement ou à prix réduit.
- ✓ Les centres reconnus qui délivrent des moyens de contraception gratuitement ou à prix réduit avaient la possibilité de mentionner les groupes de personnes bénéficiaires. Ce sont principalement des personnes vulnérables, en situation de précarité, financière notamment,

⁴ Selon les mandats attribués par les cantons, les centres de consultation en matière de grossesse proposent encore d'autres prestations que le conseil en matière de grossesse défini par la loi fédérale RS 857.5. Exemples: conseil en sexualité, sexologie, désir d'enfant inassouvi, stérilité, etc.

⁵ Répertoire des centres de consultation en santé sexuelle : <https://www.sante-sexuelle.ch/centres-de-conseil>

qui sont le plus souvent évoquées. Dans plusieurs centres, toutefois, tous les groupes de personnes ont pu en bénéficier.

- ✓ Plus de la moitié des centres de consultation en matière de grossesse reconnus (53%) indiquent proposer au moins une méthode de contraception d'urgence. L'ensemble de ces centres ont proposé la contraception d'urgence hormonale et plus de la moitié (57%), le dispositif intra-utérin DIU, «stérilet d'urgence»⁶.
- ✓ La moitié des centres de consultation en matière de grossesse reconnus (50%) proposent le dépistage des infections sexuellement transmissibles suivantes: VIH, gonorrhée et chlamydias. 48% ont en plus testé la syphilis et 42% les hépatites.
- ✓ Comme les années précédentes, la majorité des dépistages réalisés par les centres de consultation en matière de grossesse concernent les chlamydias (en moyenne 290 par centre proposant du dépistage). Les dépistages du VIH sont à nouveau effectués plus souvent que ceux de la gonorrhée (223 versus 184). Suivent les dépistages de la syphilis (129) et ceux des hépatites (68).
- ✓ Dans les centres de consultation en matière de grossesse proposant une offre de dépistage, il est généralement possible d'effectuer des tests pour au moins trois IST différentes, voire quatre dans la plupart des cas. En ce qui concerne les tests des «Big Five», il y a eu un grand changement: alors qu'en 2018, 49% des centres proposant une offre de dépistage des IST proposaient des tests pour les "Big Five", ce chiffre était de 82% en 2019. La tendance à proposer une large palette de tests IST s'est donc clairement renforcée.
- ✓ 47% des centres ayant fourni des informations sur le nombre de personnes testées ont saisi les données concernant le sexe de la personne testée (14 centres sur 30). 58% de ces personnes testées étaient des femmes, 43% des hommes. Aucune indication n'a été fournie sur l'option «non-binaire».
- ✓ Comme l'année précédente, un centre sur trois propose le traitement d'au moins une infection sexuellement transmissible (33%), ce qui représente à peu près deux tiers des centres proposant du dépistage.
- ✓ Les centres proposant le traitement des IST ont pratiquement tous traité aussi bien les chlamydias (91%) que la gonorrhée (95%). 77% ont indiqué avoir traité des infections de syphilis [2018: 90%, 2017: 48%].
- ✓ 55% des centres proposant des traitements indiquent le nombre de personnes traitées. Une minorité indique en plus le sexe des personnes traitées (25%): 85% des personnes traitées sont des femmes, 15% des hommes. Aucune indication n'a été fournie sur l'option «non-binaire».
- ✓ La proportion de femmes ayant recours aux prestations des centres de consultation en matière de grossesse est plus élevée que celle des hommes. C'est particulièrement le cas pour les questions liées à la grossesse et à la contraception, mais aussi pour les traitements

⁶ Ces centres se trouvent dans les cantons suivants: BE, TI, VD, ZH.

des IST: pour les tests de dépistage des IST, 42% des personnes étaient de sexe masculin. Aucun centre n'a fourni d'informations sur les personnes non-binaires.

2.2 Prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire et extrascolaire

- ✓ Le monitoring 2019 fait état de 46 centres proposant des prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire. Le même nombre de centres interviennent en milieu extrascolaire. Au total, 73% des centres ayant participé à l'enquête indiquent fournir des prestations d'éducation sexuelle (58 centres).
- ✓ 157'666 enfants, adolescent-es ou jeunes adultes ont bénéficié de prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire (école infantine, niveau primaire, niveau secondaire, école postobligatoire, y compris enseignement spécialisé).
- ✓ Les 4 principaux thèmes traités par les centres proposant des prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire (total 46) sont les mêmes que ceux des années 2016-2018: la prévention du VIH et des IST (93%), l'éducation sexuelle générale (93%), l'orientation sexuelle et la diversité sexuelle (89%), les questions liées à la relation, l'amour et l'amitié (87%).
- ✓ En milieu extrascolaire, on observe des changements de priorités. Le thème des droits sexuels n'a cessé de gagner en importance au cours des dernières années et pour la première fois en 2019, il occupe la première place, à égalité avec l'éducation sexuelle générale. Le thème «Prévention de la violence sexuelle» fait nouvellement partie du top 4 des questions prioritaires et la prévention du VIH et des IST occupe désormais la cinquième place.

3 Centres invités à participer à l'enquête

3.1 Centres de consultation en matière de grossesse reconnus

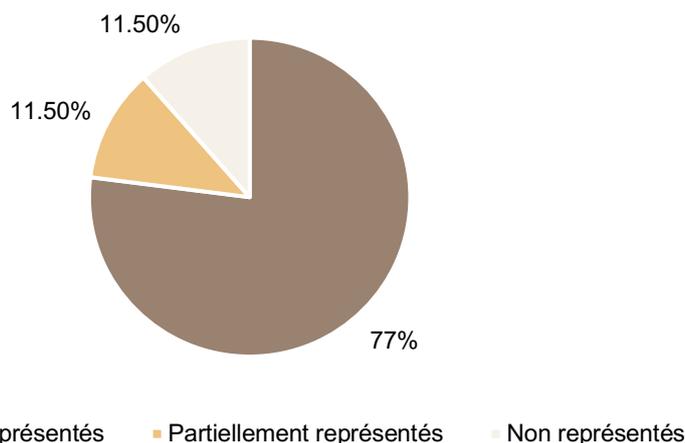
Le nombre des centres de consultation en matière de grossesse reconnus en Suisse s'élevait à fin 2019 à 74. Ces centres ont été invités à répondre à l'ensemble du questionnaire, y compris le domaine Éducation sexuelle/Formation à la santé sexuelle.

Le taux de retour est plus élevé que celui de l'année précédente: 66 centres sur 74, soit 89%, ont participé à l'enquête en ligne [2018: 81%].

L'enquête a été complétée par les centres établis dans 19 cantons et comprend les résultats de 23 cantons⁷. Dans un peu plus des trois quarts des cantons (77%, 20), tous les centres mandatés ont participé au monitoring 2019. Ces cantons sont donc entièrement représentés. 3 cantons (11.5%) ne sont que partiellement représentés et 3 cantons également n'ont pas répondu (Ill. 1).

⁷ Les 4 demi-cantons AI, AR, ainsi que NW et OW sont compris dans les données de SG et de LU.

III. 1: Couverture cantonale de la participation des centres de consultation en matière de grossesse au monitoring 2019 en % (n=26)



Entièrement représentés, 23 cantons: AG (1 centre sur 1), AI/AR (par SG), BL (2 sur 2), FR (2 sur 2), GE (1 sur 1), GL (1 sur 1), GR (1 sur 1), JU (3 sur 3), LU (1 sur 1), NE (2 sur 2), NW/OW (par LU), SG (4 sur 4), SO (4 sur 4), SZ (2 sur 2), TG (1 sur 1), TI (4 sur 4), VS (5 sur 5), ZG (1 sur 1)

Partiellement représentés, 3 cantons: BE (6 sur 7), VD (17^e sur 18), ZH (5 sur 10)

Non représentés, 3 cantons: BS, UR, ZG

3.2 Autres centres spécialisés intégrés au répertoire des centres de santé sexuelle

3.2.1 Autres centres spécialisés dans le domaine de l'éducation sexuelle

En plus des centres de consultation en matière de grossesse, 21 autres centres spécialisés en santé sexuelle, figurant dans le répertoire des centres de santé sexuelle et proposant une offre de prestations dans le domaine de l'éducation sexuelle, ont été invités à participer à l'enquête en ligne [2018: 21] et à répondre exclusivement aux questions du domaine «Éducation sexuelle/Formation en santé sexuelle». Des 21 centres invités, 13 d'entre eux, soit 62% [2018: 81%, 2017: 75%] ont complété le questionnaire relatif à l'éducation sexuelle.

3.2.2 Autres centres spécialisés dans le domaine de la grossesse et du conseil indépendant en matière de diagnostic prénatal

Pour la première fois, 2 centres reconnus par le canton de Zurich comme centres de consultation spécialisés en information et conseil en matière de diagnostic prénatal ont participé à l'enquête⁹. L'un d'entre eux propose également du conseil en matière de grossesse et de contraception.

Commentaire de SANTÉ SEXUELLE SUISSE

Chapitre 3: Centres de consultation en matière de grossesse

Base légale des centres de consultation en matière de grossesse: loi fédérale RS 857.5 du 9.10.1981 sur les centres de consultation en matière de grossesse ainsi que son ordonnance d'application RS 857.51 du 12.12.1983.

En 2019, on dénombre en Suisse un total de 74 centres de consultation en matière de grossesse établis dans 22 cantons. Quatre demi-cantons ont conclu une convention de prestations avec d'autres cantons (AR et IR: canton de St-Gall, NW et OW: canton de Lucerne).

⁸ L'offre de prestations des centres de consultation en matière de grossesse reconnus du canton de VD, gérés par la Fondation PROFA, est répartie en «Consultation de santé sexuelle planning familial» (8 centres) et «Conseil en périnatalité» (9 centres), soit un total de 17 centres.

⁹ appella, conseil téléphonique et en ligne et Association pour le conseil global en diagnostic prénatal

Le monitoring 2019 a pu compter sur la participation de 66 centres établis dans 23 cantons, soit 89% de l'ensemble des centres de consultation en matière de grossesse. Le nouvel outil de sondage semble avoir eu un effet positif sur la participation à l'enquête.

4 Domaine Grossesse

4.1 Conseil en matière de grossesse

Le nouvel outil d'enquête proposait également de saisir l'ensemble des données concernant les consultations en matière de grossesse, à savoir les données des trois domaines suivants:

- le conseil psychosocial lié aux interruptions de grossesses, grossesses ambivalentes, tests de grossesse, etc., ainsi que le conseil social durant la grossesse et après l'accouchement
- le conseil psychosocial aux adolescentes enceintes de moins de 16 ans
- le conseil indépendant en matière d'analyses prénatales

Ces trois domaines sont détaillés sous les chapitres de 4.1.1 à 4.1.3.

En 2019, 27'695 conseils¹⁰ ont été dispensés dans les trois domaines du conseil en matière de grossesse¹¹ et 21'611 personnes directement concernées (nombre de dossiers) en ont bénéficié. Le nombre de personnes bénéficiaires de conseils (personnes directement concernées et personnes accompagnantes) a pour la première fois été recensé en 2019, soit un total de 23'242 personnes. Parmi celles-ci, 83% étaient des femmes. Le tableau 1 présente les données enregistrées concernant le nombre de conseils, de dossiers et de personnes bénéficiaires (ainsi que leur sexe).

Détails concernant le sexe des personnes: parmi les centres ayant fourni des indications sur le nombre de bénéficiaires, 68% ont relevé des données sur le sexe (34 centres sur 45). 83% de ces personnes étaient des femmes, 17% des hommes. Aucun centre n'a fourni d'informations sur l'option «non-binaire».

4.1.1 Conseil psychosocial, conseil social en matière de grossesse

Les indications suivantes prennent en compte¹²

- le conseil psychosocial lié aux interruptions de grossesse, aux ambivalences de grossesse, aux tests de grossesse, etc.
- le conseil social durant la grossesse et après l'accouchement

En 2019, 25'452 consultations ont été dispensées [2018: 20'419, 2017: 16'058, 2016: 14'192] et 20'276 personnes directement concernées (nombre de dossiers) en ont bénéficié [2018: 9206 / 2017: 12'250 / 2016: 11'200].

Au total, 21'235 personnes (personnes directement concernées et personnes accompagnantes) ont bénéficié de conseils. 75% des centres ont en outre pu fournir des indications sur le sexe des personnes conseillées. Il s'agissait pour 85% de femmes et pour 15% d'hommes. Aucun centre n'a fourni d'indications sur les personnes non-binaires (voir également le tableau 1).

¹⁰ Consultations en face à face au centre et à l'extérieur du centre, consultations téléphoniques, consultations par mail, etc.

¹¹ Les indications des deux centres du canton de Zurich (appella et Association pour le conseil global en diagnostic prénatal) sont comprises dans ces chiffres.

¹² Y compris appella, conseil téléphonique et en ligne

Les chiffres, en partie nettement plus élevés, sont essentiellement dus au fait que certains services spécialisés ont fourni plus de données que les années précédentes. Du fait, également, que quelques grands centres ont participé à l'enquête 2019, alors qu'ils n'avaient pas fourni de données en 2018 ou que, pour des raisons diverses, ils n'avaient livré qu'un nombre peu élevé de cas en 2018 (VS, VD).

4.1.2 Conseil psychosocial aux adolescentes enceintes de moins de 16 ans

En 2019, le nombre de centres ayant répondu à cette question est nettement moins élevé. Soit parce qu'ils n'ont effectivement pas eu de consultations destinées aux adolescentes enceintes de moins de 16 ans, soit parce qu'ils n'ont pas saisi ces données. L'enquête en ligne fait état d'un total de 96 consultations en ce domaine. Avec 0,4%, la part de ces consultations, par rapport au total des consultations psychosociales et sociales en matière de grossesse (n=25'452) se situe dans le cadre habituel (voir tableau 2).

4.1.3 Conseil indépendant en matière d'analyses prénatales

À l'exception d'un canton, tous les centres de consultation en matière de grossesse disposent d'un mandat pour le conseil indépendant en matière d'analyses prénatales¹³. En 2019, le nombre de consultations qui nous a été transmis est nettement plus élevé que celui de l'année précédente: 2147 (contre 99). Cela s'explique par le fait qu'un hôpital, ainsi que deux autres services du canton de Zurich¹⁴, ont fourni des indications à ce sujet, ce qui n'était pas le cas les années précédentes. Ce type de conseil représente 8,4% du total des consultations psychosociales et sociales en matière de grossesse (n=25'452). [2018: 0.5%, 2017: 0.75%, 2016: 1.1%, 2015: 0.6%].

4.2 Interruption de grossesse

59 centres ont répondu à la question de savoir s'ils pratiquaient eux-mêmes des interruptions de grossesse dans leur centre spécialisé ou au sein de leurs structures. Comme l'année précédente, un quart (15/25%) de ces centres pratiquent des interruptions de grossesse dans leur propre centre ou au sein de leurs structures [2018 : 23%, 2017 : 23%, 2016 : 27%, 2015 : 15%]. Tous ces centres pratiquent aussi bien des interruptions de grossesse chirurgicales que médicamenteuses.

4.3 Traitement en cas d'interruption de grossesse incomplète

Tous les centres cités sous 4.2 indiquent se charger également du traitement en cas d'interruption de grossesse incomplète.

Tableau 1: Aperçu des données transmises sur le conseil en matière de grossesse, 2019

Nombre:	Conseil en matière de grossesse^{1, 2}	Adolescentes enceintes < de 16 ans²	Conseil indépendant en analyses prénatales³	Total³
Conseils	25'452	96	2'147	27'695
Dossiers	20'276	85	1'250	21'611
Personnes conseillées	21'235	97	1'910	23'242

¹³ Base légale: loi fédérale 810.12 sur l'analyse génétique humaine, article 17

¹⁴ Seespital Horgen, appella, conseil téléphonique et en ligne, Association pour le conseil global en diagnostic prénatal

Sexe des personnes conseillées				
Femmes	85% (7'275)	86% (74)	74% (1'146)	83% (8'495)
Hommes	15% (1'300)	14% (12)	26% (401)	17% (1'713)
Non-binaires	-	-	-	-

¹ Conseil psychosocial lié à l'interruption de grossesse, à l'ambivalence de grossesse, aux tests de grossesse etc. ainsi que le conseil social durant la grossesse et après l'accouchement

² Y compris les données de appella, conseil téléphonique et en ligne

³ Y compris les données de appella, conseil téléphonique et en ligne et de l'Association pour le conseil global en diagnostic prénatal

Tableau 2: Conseil aux adolescentes enceintes de moins de 16 ans. Total des conseils / Nombre de centres répondants / Moyenne par centre / Pourcentage du total des conseils en matière de grossesse, 2015-2019

	Total des conseils aux adolescentes enceintes < 16 ans	Nombre de centres répondants	Moyenne des conseils par centre	Pourcentage du total des conseils en matière de grossesse ¹
2019	96	13	7	0.4% (n=25'452)
2018	124	29	4	0.6% (n=20'419)
2017	193	16	12	1.2% (n=16'058)
2016	123	27	5	0.9% (n=14'192)
2015	154	20	8	1.3% (n=12'099)

¹ Total des consultations sociales et psychosociales en matière de grossesse

Commentaire de SANTÉ SEXUELLE SUISSE

Chapitre 4: Domaine Grossesse

Pour la première fois en 2019, la catégorie « non-binaire » pouvait être indiquée lors du relevé du sexe des personnes bénéficiaires de conseils. Toutefois, aucun centre de consultation en matière de grossesse n'a fourni d'indications à ce sujet. Nous recommandons aux centres de consultation d'intégrer également la catégorie «non-binaire», à l'avenir, en plus des catégories «féminin» et «masculin».

5 Domaine Contraception, contraception d'urgence

5.1 Conseil en contraception

5.1.1 Nombre de conseils et nombre de dossiers (cas)

Tous les centres de consultation en matière de grossesse en charge de l'application de la loi fédérale RS 857.5 proposent également le conseil en contraception¹⁵. Dans les cantons ayant participé à l'enquête en ligne, ces consultations sont disponibles gratuitement (à quelques exceptions près dans le canton de ZH et dans un centre du canton de Berne). 80% des centres de consultation en matière de grossesse reconnus ayant participé à l'enquête (53 sur 66) ont répondu aux questions concernant

¹⁵ Ne sont pas compris ici, les 9 centres du canton de VD («PROFA, conseil en périnatalité») qui proposent uniquement du conseil en matière de grossesse. Tous les autres centres du canton de VD proposent également du conseil en contraception.

la contraception. Les pourcentages indiqués au chapitre 5 se réfèrent au nombre total des centres de consultation en matière de grossesse reconnus ayant participé (n=66).

En 2019, 14'911 conseils en contraception ont été dispensés. Ce chiffre, inférieur à celui des années précédentes, s'explique par le fait que le nombre de centres ayant répondu à cette question (31) est nettement inférieur [2018: 34'370, 2017: 25'974, 2016: 31'278]. 40 centres ont fourni des indications sur le nombre de dossiers: 21'184 personnes directement concernées ont bénéficié de conseils [2018: 19'812, 2017: 13'033, 2016: 14'368]. Pour la première fois, l'enquête 2019 a permis d'indiquer combien de personnes au total (y compris les personnes accompagnantes) ont bénéficié de conseils. Pour ce faire, 52% des centres de consultation en matière de grossesse ayant participé à l'enquête en ligne 2019 ont livré des indications à ce sujet. Selon ces données, 18'864 personnes ont bénéficié de conseils dans le domaine de la contraception/contraception d'urgence. Le pourcentage des centres ayant fourni des indications sur le sexe des personnes venues consulter était de 32% (7'786 personnes). Les chiffres montrent que 86% de ces 7'786 personnes étaient des femmes et 14% des hommes. Aucun centre n'a donné d'indication sur la nouvelle rubrique «Conseil aux personnes non-binaires».

Les centres qui fournissent des contraceptifs gratuitement ou à prix réduit avaient la possibilité de recenser les groupes de personnes bénéficiaires. La plupart d'entre eux mentionnent des personnes vulnérables en situation de précarité, en raison de leur situation financière. Dans de nombreux centres, toutefois, tous les groupes de personnes ont pu bénéficier de la gratuité.

5.1.2 Remise de préservatifs (masculins, féminins)

Des 66 centres de consultation en matière de grossesse reconnus ayant participé à l'enquête en ligne 2019, 42% [2018: 64%, 2017: 63%] délivrent des préservatifs masculins; bon nombre d'entre eux (82%) les remettent gratuitement ou à prix réduit. Les raisons de cette baisse notable ne sont pas claires. Les préservatifs féminins sont disponibles dans 30% des centres [2018: 31%, 2017: 28%] et 45% d'entre eux les délivrent gratuitement ou à prix réduit.

5.1.3 Contraception hormonale et contraception réversible de longue action

42% des centres de consultation en matière de grossesse en Suisse ont prescrit en 2019 des contraceptifs hormonaux. L'injection trimestrielle a été administrée dans 35% des centres. Les méthodes dites LARC¹⁶ – méthode de contraception réversible de longue action – étaient disponibles dans 36% des centres (tableau 3).

Tableau 3: Types de contraceptifs hormonaux disponibles dans les centres de consultation en matière de grossesse reconnus, 2015-2019

	2019 (n=66)	2018 (n=61)	2017 (n=61)	2016 (n=66)	2015 (n=59)
Votre organisation prescrit-elle des contraceptifs hormonaux?	42%	49%	51%	50%	41%
L'injection trimestrielle est-elle disponible auprès de votre organisation?	35%	38%	39%	41%	32%
Les méthodes dites LARC sont-elles disponibles auprès de votre organisation?	36%	39%	41%	44%	34%

¹⁶ Long-Acting Reversible Contraception LARC: dispositif intra-utérin DIU (stérilet) ou implant

5.2 Accès à la contraception d'urgence

Des 66 centres de consultation en matière de grossesse ayant participé à l'enquête en ligne 2019, 53% d'entre eux (35) proposent au moins une méthode de contraception d'urgence [2018: 54%, 2017: 59%]. Ces 35 centres proposent tous une contraception d'urgence hormonale et plus de la moitié (57% / 20 centres) proposent le dispositif intra-utérin DIU (stérilet) d'urgence¹⁷.

Contraception d'urgence hormonale: 27 de ces centres (77%) ont donné des indications sur le nombre de boîtes de contraception d'urgence hormonale délivrées, soit un total de près de 4'000 (3'999).

Seuls 3 centres (Genève, Neuchâtel, Tavannes) ont transmis des indications concernant la substance active. Ces chiffres montrent ainsi que la contraception d'urgence hormonale à l'acétate d'ulipristal (UPA) a été clairement préférée à celle au lévonorgestrel (LNG), à savoir dans un rapport de 90 à 10. (Total des boîtes délivrées: 1315, soit 137 avec la substance active levonorgestrel (LNG) et 1'178 avec la substance active à l'acétate d'ulipristal UPA).

«Stérilet d'urgence»: le dispositif intra-utérin DIU, «stérilet d'urgence», est disponible dans 30% des centres de consultation en matière de grossesse et dans 57% des centres proposant la contraception d'urgence. Pour des raisons évidentes, il s'agit de centres qui disposent de personnel médical. Un seul centre (Berne) fournit des indications sur le nombre de DIU au cuivre posés pour la contraception d'urgence, à savoir 13.

Pour la première fois, des indications ont pu nous être fournies sur la possibilité de délivrer la contraception d'urgence gratuitement ou à des tarifs réduits. Des 35 centres délivrant la contraception d'urgence, 28 ont répondu par l'affirmative (80%). La plupart des centres indiquent faire bénéficier toutes les catégories de personnes de ces avantages. Dans certains cas, ce sont uniquement les personnes en situation de précarité. Il convient de noter ici que les centres de consultation en matière de grossesse reconnus peuvent bénéficier d'un tarif spécial de la société productrice d'UPA et de LNG (produit original). Ainsi, les coûts facturés à la personne venue au centre étaient dans tous les cas plus avantageux que ceux pratiqués dans les pharmacies. Un seul centre (Bienne) a indiqué pouvoir remettre des «stérilets d'urgence» à un prix avantageux.

Commentaire de SANTÉ SEXUELLE SUISSE

Chapitre 5: Domaine Contraception

Remise de préservatifs masculins

À la différence des années précédentes, seuls 42% des centres ont déclaré fournir des préservatifs masculins. Pour SSCH, il serait réjouissant que les centres favorisent et soutiennent un accès facilité aux préservatifs masculins pour leurs usagères et usagers. Des préservatifs sont disponibles et peuvent être commandés sur le [Shop](#) de SSCH. Les membres collectifs de SSCH peuvent également obtenir gratuitement des préservatifs lors des campagnes Lovelife (dans la limite des stocks disponibles).

Contraception d'urgence

53% des centres indiquent proposer au moins une méthode de contraception d'urgence [2018: 54%, 2017: 59%]. Il s'agit le plus souvent de centres médicalisés. Cependant, sous certaines conditions, les centres non médicalisés peuvent également délivrer la contraception d'urgence hormonale. C'est le cas, par exemple, dans les cantons de Neuchâtel et du Valais. Pour rappel, l'Office fédéral de la

¹⁷ Ces centres se trouvent dans les cantons de BE, TI, VD, ZH.

santé publique a émis en 2004 une recommandation en ce sens. Si vous souhaitez avoir plus d'informations à ce sujet, contactez-nous, nous vous renseignerons volontiers.

Il est réjouissant de constater que la majorité des centres proposent à leurs usagères une contraception d'urgence hormonale à un prix avantageux. Le public spécifique des centres de consultation en matière de grossesse bénéficie ainsi d'un meilleur accès à la contraception d'urgence.

6 Domaine Infections sexuellement transmissibles (IST)

6.1 Dépistage des infections sexuellement transmissibles

Les questions portaient sur le dépistage des infections sexuellement transmissibles dites des «Big Five»: VIH, syphilis, hépatites, gonorrhée et chlamydias.

Des 66 centres de consultation en matière de grossesse reconnus ayant participé à l'enquête en ligne 2019, 52% d'entre eux ont proposé une offre de dépistage des IST. La moitié des centres (33 centres/50%) ont proposé le dépistage du VIH, de la gonorrhée et des chlamydias. 48% ont effectué des tests de dépistage de la syphilis et 42% des tests de dépistage des hépatites (III. 2). Pour la première fois, il était possible d'indiquer si d'autres tests de dépistage d'infections sexuellement transmissibles étaient proposés. A cette question, un quart des centres (24%) ont répondu par l'affirmative.

Si l'on compare uniquement avec les services qui proposent du dépistage des IST, on observe que pratiquement tous les centres (97%) ont, en plus du test de dépistage du VIH, effectué des tests de dépistage de la gonorrhée et des chlamydias et que 84% d'entre eux ont proposé des tests de dépistage de la syphilis. On peut donc en déduire que dans les centres de consultation en matière de grossesse qui proposent le dépistage, il est généralement possible d'effectuer des tests pour au moins trois IST différentes, la plupart du temps même pour quatre (III. 3).

En chiffres absolus, 20 508 tests de dépistage des IST ont été réalisés en 2019 [2018: 12'354, 2017: 10'962, 2016: 13'718]. Les centres n'ont toutefois pas tous rapporté de données concrètes sur la réalisation des tests IST dans l'enquête en ligne. Les centres rattachés à des hôpitaux, notamment, ne fournissent souvent pas de données à ce sujet. Les centres indépendants des hôpitaux ont tendance à fournir davantage d'informations sur le nombre de tests IST effectués.

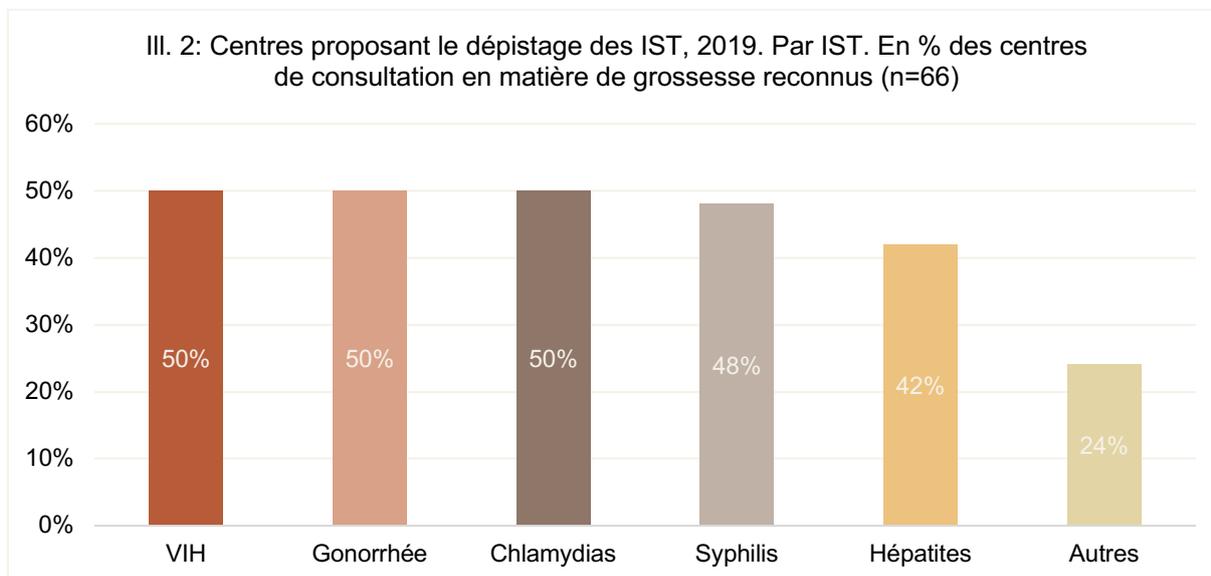
Le tableau 4 présente le nombre moyen de tests effectués par centre/par IST¹⁸. Le total des tests IST est mis en relation avec le nombre de centres ayant fourni les données pour chaque test IST. Ce mode de calcul permet une certaine comparabilité¹⁹. Comme les années précédentes, la majorité des tests réalisés dans les centres de consultation en matière de grossesse concerne le dépistage des chlamydias (290 en moyenne par centre proposant du dépistage). Une fois de plus, le nombre de tests VIH est plus élevé que celui de la gonorrhée (223 contre 184). Viennent ensuite les tests de dépistage de la syphilis (129) et des hépatites (68).

En 2019, le nombre de centres proposant le dépistage de l'ensemble des IST dites des «Big Five» a fortement évolué. Alors qu'en 2018, 49% des centres proposaient cette offre de dépistage, ce chiffre s'est élevé à 82% en 2019 (tableau 5). La tendance à proposer une large gamme de tests IST s'est donc clairement renforcée.

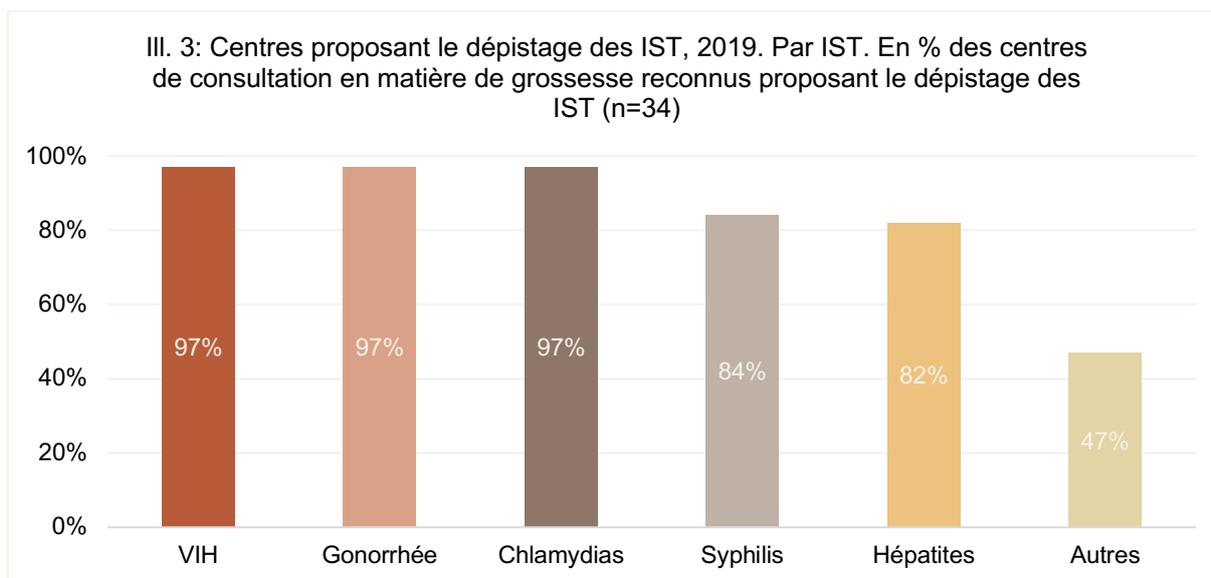
¹⁸Il convient de souligner ici à nouveau que les centres de conseil en matière de grossesse ne fournissent pas tous les données relatives aux tests effectués. C'est le cas notamment pour les centres rattachés à un hôpital.

¹⁹Il existe un certain risque d'erreur dans l'interprétation statistique, certains centres étant très petits et d'autres très importants.

Pour la première fois, il était possible d'indiquer le nombre de personnes testées. 88% des centres proposant le dépistage des IST (30 centres) ont transmis des indications à ce sujet. En chiffres absolus, 10'194 personnes ont été testées dans ces centres, soit une moyenne de 352 par centre. 47% des centres ayant fourni des indications sur le nombre de personnes testées ont rapporté les données relatives au sexe de la personne testée (14 centres sur 30). 58% de ces personnes testées étaient des femmes, 42% des hommes. Aucun centre n'a fourni d'indication sur l'option «non-binaire».



Exemple de lecture: 42% des centres de consultation en matière de grossesse ont proposé le dépistage des hépatites en 2019.



Exemple de lecture: 97% des centres de consultation en matière de grossesse proposant le dépistage des IST, ont proposé le dépistage du VIH, de la gonorrhée et des chlamydias en 2019.

Tableau 4: Par IST: Nombre de centres ayant transmis des données sur le dépistage des IST et nombre de tests effectués: moyenne par centre de consultation en matière de grossesse proposant le dépistage des IST, 2019

Type de dépistage:		Nombre de centres répondants	Nombre de tests effectués	Moyenne par centre proposant un dépistage IST
Chlamydias	2019	21	6096	290
	2018	19	3278	173
	2017	10	2726	273
	2016	11	4631	421
	2015	8	2124	266
Gonorrhée	2019	21	3857	184
	2018	19	2211	116
	2017	10	1853	185
	2016	11	1920	174
	2015	7	1010	144
VIH	2019	30	6687	223
	2018	27	4396	163
	2017	26	4611	177
	2016	26	4750	183
	2015	25	3850	154
Syphilis	2019	21	2711	129
	2018	20	1905	95
	2017	20	1403	70
	2016	19	1407	74
	2015	14	504	36
Hépatites	2019	17	1157	68
	2018	15	564	38
	2017	10	369	37
	2016	11	1110	101
	2015	7	361	52

Exemple de lecture: en 2019, un centre de consultation en matière de grossesse proposant le dépistage du VIH a effectué en moyenne 223 tests VIH [2018: 163]. Ce chiffre se base sur les données de 30 centres qui ont effectué en tout 6687 tests VIH.

Tableau 5: Types de dépistage des IST disponibles dans les centres de consultation en matière de grossesse, en % des centres de consultation en matière de grossesse proposant le dépistage des IST, 2016-2019

	2019 (n=34)	2018 (n=33)	2017 (n=34)	2016 (n=37)
Dépistage de 5 IST («Big Five»)	82%	49%	53%	62%
Dépistage de 4 IST (VIH, gonorrhée, chlamydias, syphilis)	12%	30%	-	-
Dépistage de 3 IST (VIH, gonorrhée, chlamydias)	-	-	6%	5%
Dépistage de 2 IST (gonorrhée, chlamydias)	3%	-	-	-
Dépistage de 2 IST (VIH, syphilis)	-	9%	29%	24%
Dépistage du VIH	3%	12%	12%	8%

Exemple de lecture: 12% des centres de consultation en matière de grossesse proposant le dépistage des IST proposent le dépistage de quatre IST: VIH, gonorrhée, chlamydias, syphilis.

6.2 Traitement des infections sexuellement transmissibles

Les questions de l'enquête portaient sur le traitement des infections sexuellement transmissibles dites des «Big Five»: VIH, syphilis, hépatites, gonorrhée, chlamydias.

Des 66 centres de consultation en matière de grossesse reconnus ayant participé à l'enquête en ligne 2019, un centre sur trois (33%/22 centres), comme l'année dernière, propose le traitement d'au moins une infection sexuellement transmissible [2018: 33%, 2017: 34%]. Ils représentent ainsi quasiment les deux tiers des centres (65%, 22 sur 34) proposant le dépistage [2018: 61%, 2017: 62%]. De tous les centres ayant proposé le traitement des IST, 91% d'entre eux ont traité les chlamydias [2018: 100%, 2017: 100%] et 95% la gonorrhée [2018: 100%, 2017: 95%]. 77% ont indiqué avoir traité la syphilis [2018: 90%, 2017: 48%]. Un centre (5%) a proposé un traitement du VIH [2018: 0%, 2017: 5%] et un centre (5%) celui des hépatites [2018: 3%, 2017: 14%].

Le monitoring 2019 n'est pas en mesure de fournir des indications sur le nombre de traitements effectués. Les centres ne semblent pas, à quelques exceptions près, recenser le nombre de traitements qu'ils ont dispensés.

55% des centres proposant des traitements (12 sur 22) ont relevé le nombre de personnes traitées. Une minorité a également relevé le sexe des personnes traitées (25%/3 centres): 85% des personnes traitées étaient des femmes, 15% des hommes. Aucune indication n'a été fournie sur l'option «non-binaire».

Commentaire de SANTÉ SEXUELLE SUISSE

Chapitre 5: Domaine Infections sexuellement transmissibles

Un centre de consultation en matière de grossesse sur deux propose une offre de dépistage des IST. Plus que jamais auparavant, il a été possible d'effectuer tous les tests IST des «Big Five» auprès d'un nombre de centres bien plus important (82% contre 49% en 2018). Cette augmentation est peut-être un hasard, car davantage de centres ont participé à l'enquête en ligne et transmis des indications à ce sujet. Mais c'est un fait que les centres ne cessent de développer leur offre de dépistage des IST. Les personnes qui souhaitent se faire tester ont ainsi plus de chances de pouvoir effectuer tous les tests individuels nécessaires lors de leur rendez-vous au centre de consultation en matière de grossesse.

L'Aide Suisse contre le Sida propose un accompagnement aux centres de consultation en matière de grossesse qui souhaitent mettre en place une offre de dépistage ou développer leur gamme de tests. Par le biais de collaborations avec des laboratoires privés, il est alors souvent possible de proposer le dépistage des IST à des prix avantageux.

7 Domaine Groupe cible Hommes

7.1 Hommes usagers des centres de consultation, seuls ou accompagnants

Les 66 centres de consultation en matière de grossesse reconnus ayant participé à l'enquête en ligne 2019 ont eu nouvellement la possibilité d'indiquer le nombre de personnes bénéficiaires des diverses prestations (personnes directement concernées et personnes accompagnantes). Entre 68 et 18 % des centres en ont fait usage (selon les domaines: grossesse 68%, contraception 52%, dépistage des IST 45%, traitement des IST 18%).

De plus, la question du nombre et du sexe des personnes bénéficiaires a été posée pour chaque domaine thématique. Il était possible d'indiquer si la personne était de sexe féminin, masculin ou

non-binaire. Peu de centres ont pu livrer des chiffres à ce sujet. Dans le domaine de la grossesse 51%, de la contraception 32%, du dépistage des IST 21%, du traitement des IST 5%.

Ce nouveau mode d'analyse montre, tout comme les rapports de monitoring précédents, que la proportion de femmes ayant recours aux prestations des centres de consultation en matière de grossesse est plus élevée que celle des hommes. C'est particulièrement le cas pour les thèmes de la grossesse et de la contraception, mais aussi pour les traitements des IST. Pour le dépistage des IST, 42% des personnes étaient de sexe masculin. Aucun centre n'a fourni d'indications sur les personnes non-binaires (tableau 6).

Tableau 6: Nombre de personnes bénéficiaires, par domaine, en % selon le sexe

Domaine	Données des centres répondants	Nombre de personnes avec mention du sexe	féminin	masculin	non-binaire
Grossesse					
2019 (n=66)	34 (51%)	10'208	83%	17%	-
Contraception					
2019 (n=66)	21 (32%)	7'786	86%	14%	-
Dépistage IST					
2019 (n=66)	14 (21%)	7'023	58%	42%	-
Traitement IST					
2019 (n=66)	3 (5%)	154	85%	15%	-

Exemple de lecture: Dans le domaine de la grossesse, 51% des centres de consultation en matière de grossesse ayant participé à l'enquête en ligne 2019 ont fourni des indications relatives au sexe des personnes bénéficiaires, soit 83% des personnes étaient de sexe féminin, 17% de sexe masculin. Aucune indication n'a été fournie concernant les personnes non-binaires.

8 Domaine Éducation sexuelle / Formation à la santé sexuelle

Le questionnaire concernant ce domaine a été adressé aux 74 centres de consultation en matière de grossesse reconnus ainsi qu'à 23 autres centres spécialisés.

Des 79 centres ayant participé à l'enquête en ligne 2019, 58 centres fournissent des prestations dans le domaine de l'éducation sexuelle. 79% (46) d'entre eux indiquent intervenir en milieu scolaire et 79% (46) en milieu extrascolaire. Bien qu'il s'agisse du même chiffre, il concerne des centres prestataires différents: 34 centres proposent des interventions en milieu scolaire et extrascolaire, 12 uniquement en milieu scolaire et 12 uniquement en milieu extrascolaire.

8.1 Éducation sexuelle en milieu scolaire

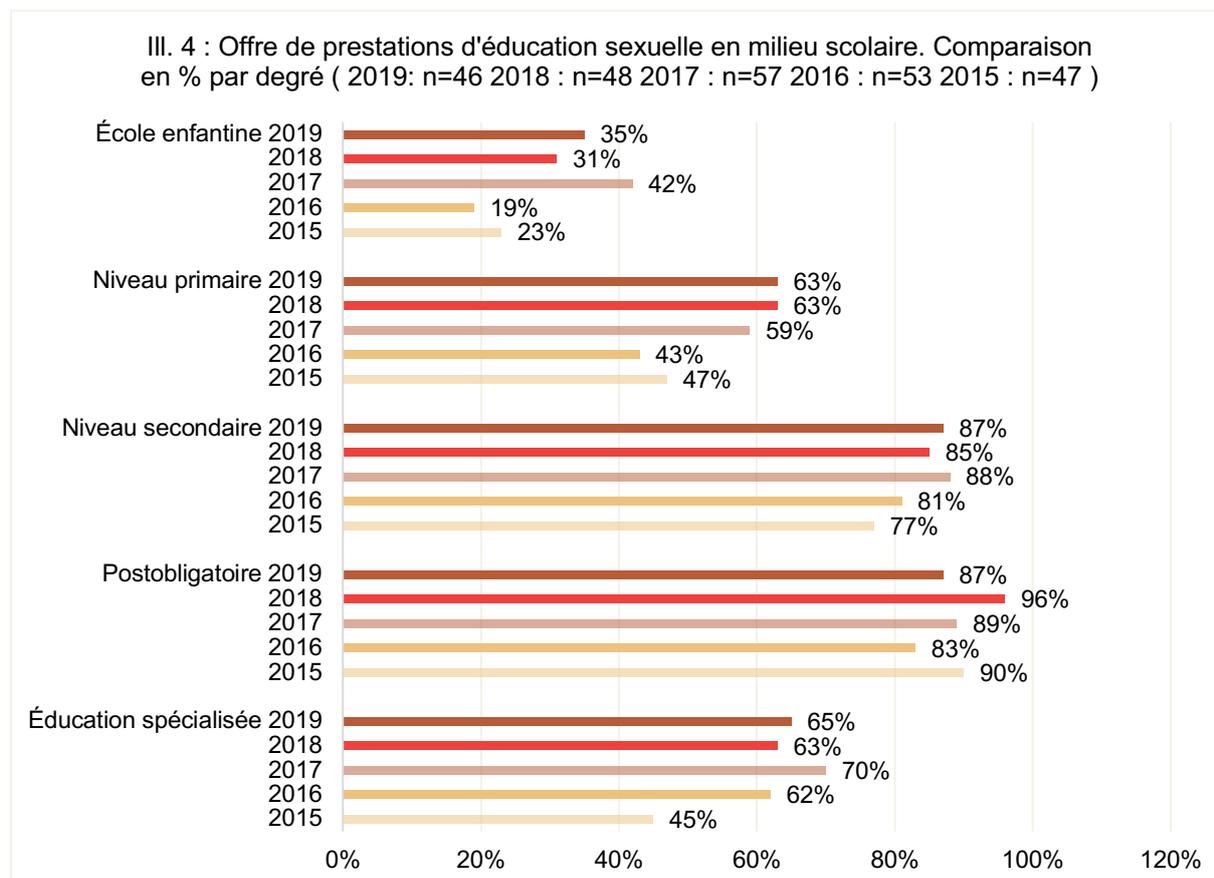
8.1.1 Offre de prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire

L'évaluation des données de l'enquête en ligne 2019 confirme à nouveau que c'est au niveau de l'école enfantine²⁰ que l'offre de prestations est la moins importante. 35% des centres proposant des prestations en milieu scolaire (n=46) sont intervenus au niveau de l'école enfantine, et ce dans 7

²⁰ Par école enfantine, on entend la première et la deuxième année scolaire (selon HARMOS). La terminologie «HARMOS» n'étant pas encore appliquée dans toute la Suisse, nous avons utilisé le terme école enfantine.

cantons: BL, FR, GR, JU, SG, TG, VS. Au cours des années précédentes, les centres spécialisés des cantons de BE, SZ et TI avaient également répondu par l'affirmative à cette question. C'est au niveau secondaire et postobligatoire (87% chacun) que les centres se sont engagés de manière plus importante. Près des deux tiers des centres proposent des prestations au niveau primaire. Ce pourcentage n'a cessé d'augmenter depuis le début du monitoring en 2015: de 47% à 63% aujourd'hui. Il en va de même pour ce qui concerne l'enseignement spécialisé. Le pourcentage des centres spécialisés proposant une offre de prestations dans ce cadre est passé de 45% en 2015 à 65% en 2019 (III. 4).

71% des centres intervenant en milieu scolaire sont au bénéfice d'un mandat (33 centres sur 46).



Exemple de lecture: En 2019, 35% de centres proposant des prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire proposaient une offre au niveau de l'école enfantine.

8.1.2 Prestations d'éducation sexuelle réalisées en milieu scolaire

Les données de l'année 2019 ont pour la première fois été saisies au moyen de l'outil d'enquête KoboToolbox. Malheureusement, une des questions posées n'ayant pas été formulée de manière assez précise, il n'a pas été possible de présenter une extrapolation du nombre de participant-es par niveau.

Toutefois, nous pouvons émettre des observations:

- sur le total des bénéficiaires de prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire. Un grand nombre de centres (87%)²¹ ont fourni des indications sur le total des bénéficiaires. Il ressort

²¹ à l'exception des centres de consultation en matière de grossesse de Berne, Burgdorf, Bienne, Lucerne, Winterthur ainsi que de l'Antenne sida du Valais romand

ainsi que 157'666 enfants, adolescent·es ou jeunes adultes ont bénéficié de prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire (école infantine, degré primaire, degré secondaire, école postobligatoire, y compris l'enseignement spécialisé). En comparaison avec les années précédentes, hormis l'enseignement spécialisé: 161'519 en 2018, 138'511 en 2017, 112'177 en 2016, 98'357 en 2015.

- sur le nombre de bénéficiaires par niveau, selon les données fournies par les centres (tableau 7). Pour les raisons citées plus haut, une extrapolation n'a pas été possible. Ainsi, le nombre de bénéficiaires au niveau de l'école infantine est de 5'438 enfants (données émanant de 20% des centres), niveau primaire 63'350 (59%), niveau secondaire 33'091 (65%), niveau postobligatoire 18'212 (65%) et niveau enseignement spécialisé 3'805 (46%).
- sur le sexe des bénéficiaires. Les 16 centres (35%) qui ont saisi les données sur le sexe des bénéficiaires ont cité les chiffres suivants: féminin 4'662, masculin 4'715, non-binaire 2. On peut supposer que la catégorie «non-binaire» n'est pas (encore) répertoriée par les centres prestataires, ce qui expliquerait ce petit chiffre.

Dans le domaine de l'enseignement spécialisé, on constate que les 21 centres ayant fourni des données [2018: 22, 2017: 26; 2016: 18; 2015: 21] ont à nouveau, en moyenne, fourni plus de prestations que les années précédentes, soit 181 (2018: 160; 2017: 136; 2016: 120; 2015: 116). Comme nous ne disposons pas de données sur le nombre de classes par niveau pour l'année 2019, nous ne pouvons pas donner d'indications sur la taille moyenne des classes. Au cours des années précédentes, la taille moyenne des classes était de 7 participants par intervention. Concernant la méthodologie, voir le chapitre 8.1.4 Remarques méthodologiques – Enseignement spécialisé.

Tableau 7: Nombre de bénéficiaires de prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire. Données 2019 (sans extrapolation)

Niveau	Compris dans l'offre de prestations des centres répondants ²² (n=46)	Nombre de bénéficiaires/ Pourcentage de centres répondants	
École infantine	35%	5'438	20%
Primaire	63%	63'350	59%
Secondaire	87%	33'091	65%
Postobligatoire	87%	18'212	65%
Enseignement spécialisé	65%	3'805	46%

Exemple de lecture: En 2019, 35% des centres proposant des prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire sont intervenus au niveau de l'école infantine. Mais seuls 20% des centres ont transmis des indications sur le nombre de bénéficiaires (total 5'438).

8.1.3 Remarques méthodologiques – De l'école infantine au postobligatoire

Comme l'enquête 2019 ne demandait pas le nombre de classes par niveau, il n'a pas été possible de faire une extrapolation.

²² centres proposant des prestations en éducation sexuelle.

SANTÉ SEXUELLE SUISSE a pris l'option de calculer le nombre de bénéficiaires de prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire à partir du nombre de classes, à savoir les catégories pour lesquelles il existe le plus de données chiffrées. Nous avons estimé que la taille moyenne d'une classe était de 19 élèves au niveau primaire et secondaire²³ et avons également appliqué cette norme pour le niveau de l'école enfantine et du postobligatoire. Les données sur le nombre de bénéficiaires, transmises par les centres n'ayant pas recensé le nombre des classes, ont ensuite été additionnées.

8.1.4 Remarques méthodologiques – Enseignement spécialisé

En ce qui concerne l'enseignement spécialisé, les centres n'ont pas non plus saisi les données de manière unifiée. Ils ont le plus souvent recensé le nombre de groupes (80%) plutôt que celui des bénéficiaires (53%). En 2018, 53% des centres proposant des prestations dans le cadre de l'enseignement spécialisé (n=30) avaient recensé aussi bien le nombre de groupes que le nombre de bénéficiaires. Pour pouvoir développer un indicateur qui prenne en compte les deux façons de recenser les interventions (groupes et bénéficiaires), nous avons pris l'option de calculer le nombre de personnes ayant bénéficié de prestations dans le domaine de l'enseignement spécialisé. Dans un premier temps, nous avons donc additionné le nombre de bénéficiaires, transmis par les centres qui les avaient recensés, puis multiplié le nombre de groupes, transmis par les centres qui avaient uniquement enregistré les groupes, par la moyenne des bénéficiaires par groupe. Cette moyenne par groupe est une extrapolation basée sur les données des quatre dernières années (2015-2018) transmises par les centres ayant recensé tant le nombre de groupes que celui de bénéficiaires. Cette moyenne s'élève à 7 bénéficiaires par groupe.

8.1.5 Cadres d'interventions de l'éducation sexuelle en milieu scolaire

52% des centres fournissant des prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire interviennent exclusivement dans les écoles (n=44), 5% uniquement dans leurs locaux et 41% soit dans les écoles, soit dans leurs propres locaux. 11% indiquent intervenir en d'autres endroits tels la paroisse, les centres de requérant-es d'asile, les écoles privées, dans le cadre du travail social auprès des jeunes, etc.

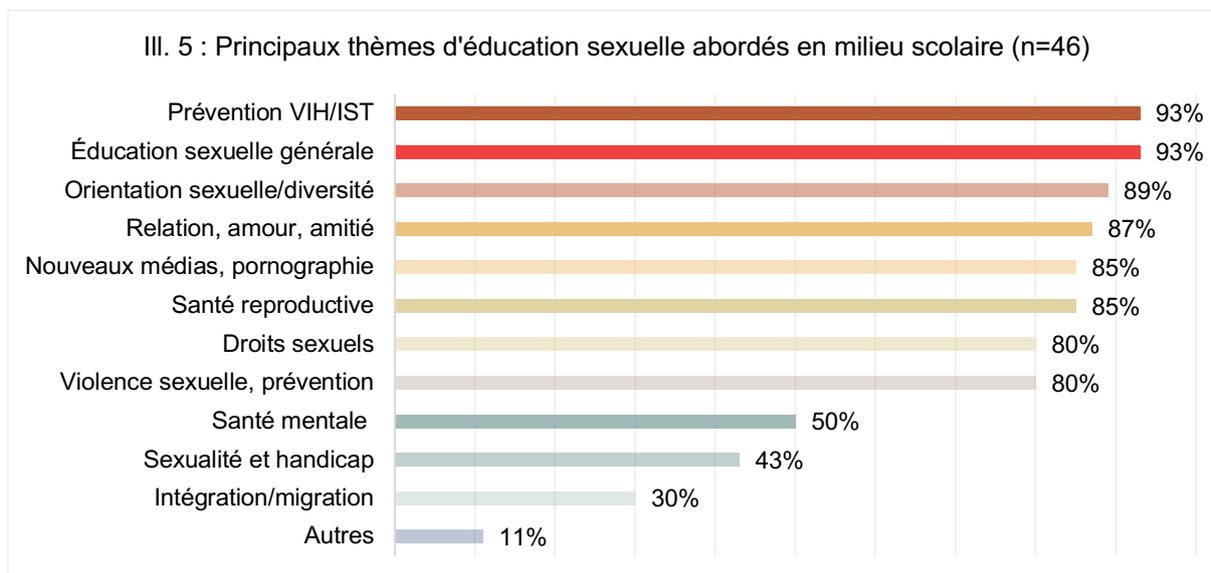
8.1.6 Principaux thèmes d'éducation sexuelle abordés en milieu scolaire

Les 4 principaux thèmes abordés par les centres fournissant des prestations d'éducation sexuelle (n=46) sont les mêmes depuis 2016: prévention VIH/IST (93%), éducation sexuelle générale (93%), orientation sexuelle et diversité (89%), questions liées à la relation, l'amour, l'amitié (87%, plusieurs mentions étaient possibles). En dernier lieu, comme les années précédentes, figurent les thèmes suivants: santé mentale (50%), sexualité et handicap (43%) ainsi qu'intégration et migration (30%). Voir ill. 5. Sous «Autres thèmes», 11% des centres mentionnent les mutilations génitales féminines, le plaisir, l'attirance.

Dans l'ensemble, ces résultats démontrent cette année aussi que l'éducation sexuelle proposée par les centres de santé sexuelle ne se limite pas à la seule prévention des risques, mais qu'elle s'inscrit au contraire dans le concept d'une approche holistique.

Remarque: Les principaux thèmes traités par les divers centres prestataires figurant sur le site www.educationsexuelle-ecole.ch sont issus des données du monitoring.

²³ Office fédéral de la statistique: taille des classes à l'école obligatoire selon le degré de formation, 1990-2016



Exemple de lecture: 50% des centres proposant une offre de prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire indiquent «Santé mentale» comme un de leurs thèmes prioritaires.

8.1.7 Conseil spécialisé au personnel enseignant

Les centres ont désormais la possibilité d'indiquer s'ils proposent des consultations spécialisées au personnel enseignant. Près de la moitié des centres ont répondu par l'affirmative et indiqué qu'ils intervenaient dans le milieu scolaire (46%). Les deux tiers de ces centres ont également indiqué le nombre de consultations spécialisées qu'ils avaient effectuées, soit 404 en tout.

8.1.8 Approche par les pairs en milieu scolaire

En 2019, 17% des centres (8 sur 46) prestataires d'éducation sexuelle en milieu scolaire ont également proposé une approche par les pairs. Ces centres sont situés dans trois cantons, TI, VD, VS (2 centres prestataire). [2018: 23%. AG, FR, GR, VD, VS, ZH / 2017: 18%. AG, GR, NE, VD, VS / 2016: 21%. AG, BL, SG, VS / 2015: 19%. AG, BL, VS]. Jusqu'à présent, il existait donc des propositions d'approche par les pairs dans les cantons suivants: AG, BL, FR, GR, NE, SG, TI, VD, VS, ZH.

De ces 8 centres, 7 ont fourni des données sur le nombre de classes (177) et 6 sur le nombre d'élèves (2'216). Le centre prestataire le plus important en 2019 est à nouveau la Fondation PROFA dans le canton de Vaud et son offre «Georgette in Love».

Les chiffres obtenus indiquent un nombre moyen de 13 bénéficiaires par intervention dans une classe [2018 17, 2017: 16]. Ce nombre est inférieur à l'effectif supposé de 19 élèves par classe, utilisé par SANTÉ SEXUELLE SUISSE pour l'évaluation de l'éducation sexuelle en milieu scolaire (voir chapitre 8.1.3 Remarques méthodologiques - De l'école enfantine au postobligatoire).

Alors que dans les années précédentes, jusqu'à six cantons avaient une offre d'approche par les pairs, en 2019 seuls quatre centres dans trois cantons (TI/Zonaprotetta, VD/PROFA Centre de compétence VIH-IST, VS/SIPE et Antenne Sida du Valais romand) la proposent encore. La raison de ce recul n'est pas claire.

8.2 Formation à la santé sexuelle en milieu extrascolaire (de 15 ans aux seniors)

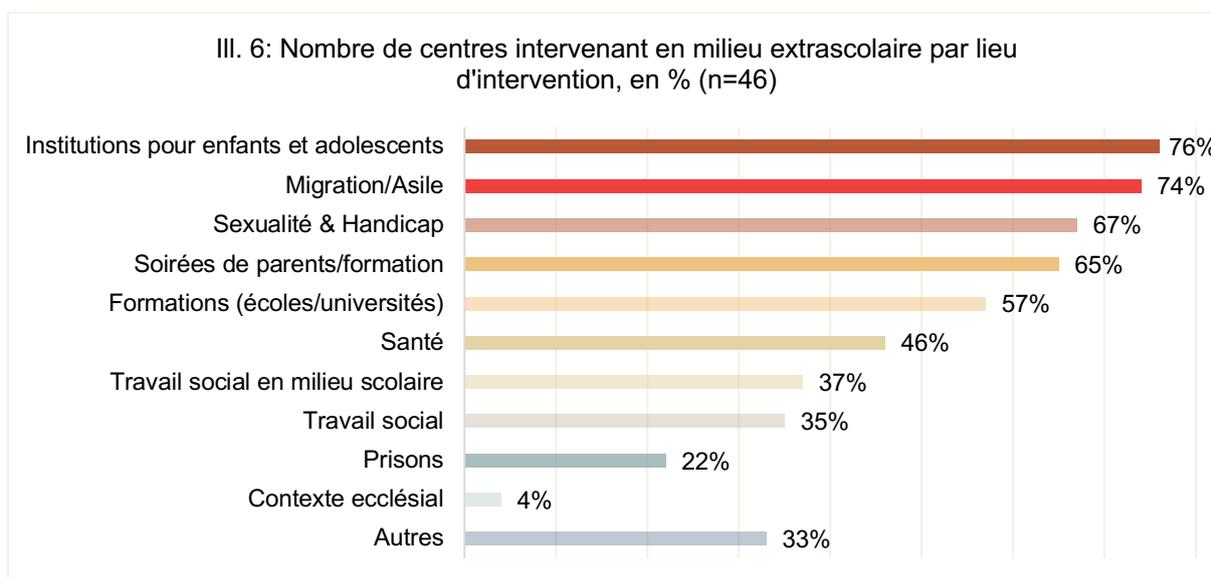
8.2.1 Offre de prestations et interventions d'éducation sexuelle en milieu extrascolaire

Au total, 79% des centres ayant participé à l'enquête en ligne 2019 (46 centres sur 58) proposent de la formation à la santé sexuelle en milieu extrascolaire [2018: 69%, 2017: 68%, 2016: 63%, 2015: 69%]. 43% d'entre eux sont au bénéfice d'un mandat. Un bon quart (26%) interviennent exclusivement en milieu extrascolaire.

8.2.2 Nombre de centres prestataires en milieu extrascolaire par cadre d'intervention (setting)

Des 46 centres prestataires d'éducation sexuelle en milieu extrascolaire, 35 d'entre eux ont indiqué le nombre d'interventions réalisées, soit 792 au total. 37 centres ont enregistré le nombre de bénéficiaires, soit 9'562 au total.

Nous avons renoncé, dans l'enquête 2019, à recenser le nombre de groupes par cadre d'intervention. Il n'existait en effet guère de données fiables à ce sujet dans les années précédentes. Par contre, nous avons répertorié le nombre des centres prestataires et dans quels cadres ils sont intervenus (III.6). Alors que jusqu'ici, le cadre «Migration/Asile» enregistrait le plus grand nombre d'interventions, en 2019, c'est celui des «Institutions pour enfants et adolescent-es » qui est le plus souvent cité (76%). Avec 74%, «Migration/Asile» se place en deuxième position, suivi du domaine «Sexualité et Handicap» (67%), en troisième position, puis «Formation et formation continue à l'école et dans l'enseignement» (65%) en quatrième position. Le milieu ecclésial (4%) arrive en dernière position.



Exemple de lecture: en 2019, 76% des centres proposant une offre de prestations en milieu extrascolaire sont intervenus dans le contexte «Institutions pour enfants et adolescent-es ».

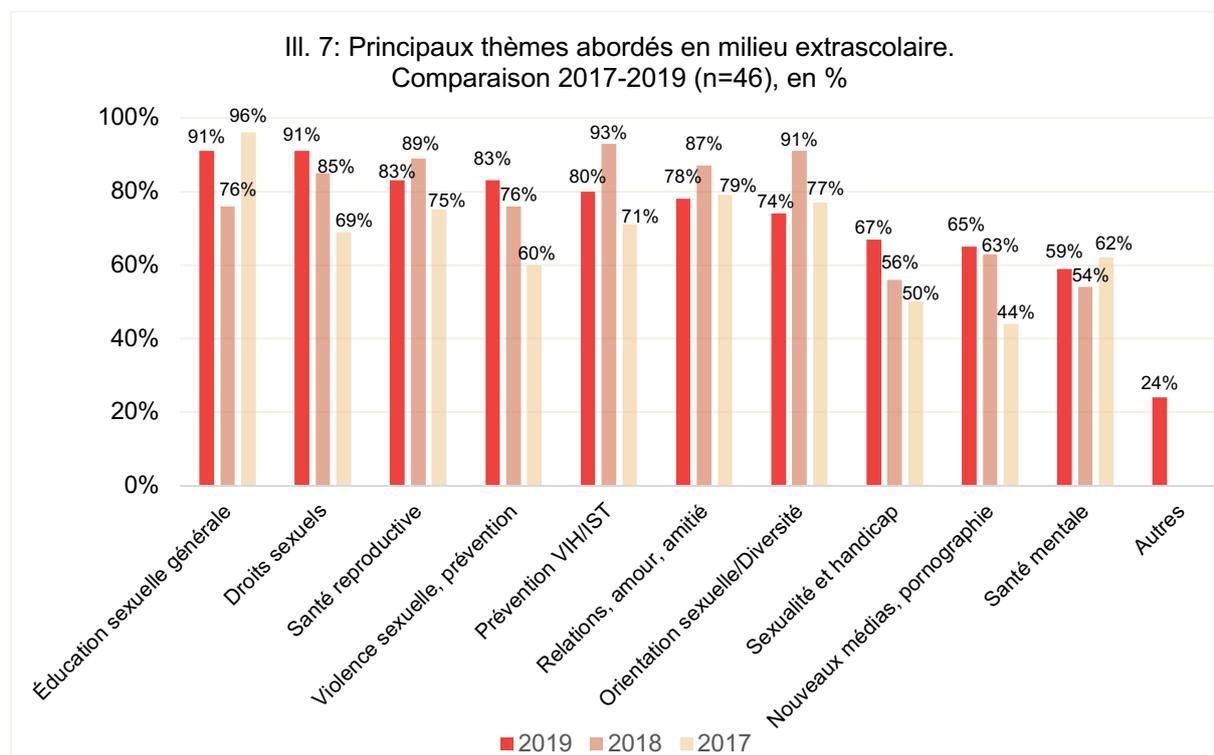
8.2.3 Principaux thèmes d'éducation sexuelle abordés en milieu extrascolaire

Les 46 centres proposant des interventions d'éducation sexuelle en milieu extrascolaire font état de changement dans la hiérarchisation des thèmes prioritaires, à la différence de l'éducation sexuelle en milieu scolaire, où le top 4 des thèmes prioritaires n'a pas changé depuis 2016 : prévention VIH/IST, éducation sexuelle générale, orientation sexuelle/diversité sexuelle et relations/amour/amitié. Voir aussi le chapitre 8.1.6 Principaux thèmes d'éducation sexuelle en milieu scolaire.

En 2019, les quatre priorités en milieu extrascolaire étaient, avec 91% chacun, les droits sexuels et l'éducation sexuelle générale, suivis, avec 83% chacun, par la santé reproductive et la prévention des violences sexuelles. Une comparaison entre les thèmes prioritaires 2017, 2018 et 2019 est présentée dans l'ill. 7.

Le thème prioritaire «Droits sexuels» a continuellement gagné en importance ces dernières années et se trouve pour la première fois en 2019 à la première place, à égalité avec «Éducation sexuelle générale». Le thème «Prévention des violences sexuelles» a également gagné en importance, alors que «Prévention du VIH/IST», avec 80%, en a un peu perdu et se place en cinquième position. Ceci, à la différence de l'année 2018, où la prévention du VIH/IST occupait le premier rang des thèmes prioritaires d'éducation sexuelle en milieu extrascolaire [2018: 93%, 2017: 71%].

Alors qu'en 2018, le thème «Orientation sexuelle/Diversité» se situait en deuxième position, il recule en 2019 avec 74% à la huitième place [2018: 91%, 2017: 77%]. La santé mentale, avec 59%, arrive en dernière position. Sous la nouvelle rubrique «Autres thèmes», les centres mentionnent les mutilations génitales féminines (11%) et la ménopause (7%).



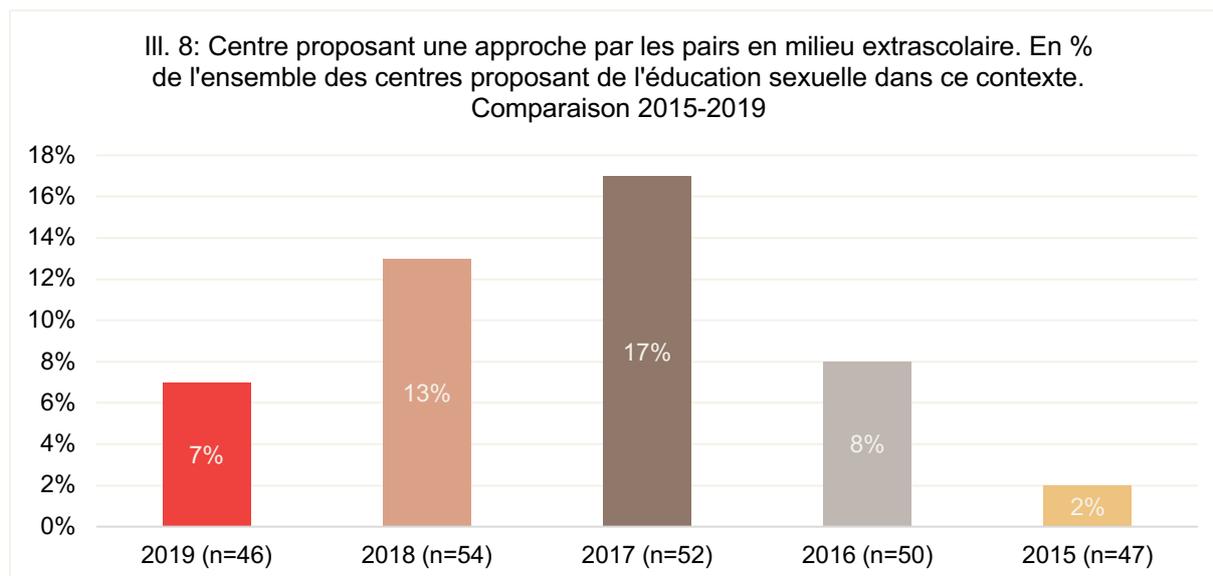
Exemple de lecture: Le thème «Prévention de la violence sexuelle», avec 83%, a été cité en 2019 dans le top 4 des thèmes principaux, à égalité avec le thème de la santé reproductive, contre 76% en 2018 et 60% en 2017.

8.2.4 Approche par les pairs en milieu extrascolaire

À la question de savoir si des prestations d'éducation sexuelle en milieu extrascolaire ont été réalisées par les pairs, 3 centres ont répondu par l'affirmative dans les cantons du TI (Zonaprotetta), VS (Antenne sida du Valais romand, approche par les pairs dans le cadre de la migration) et ZH (Service d'éducation sexuelle Zurich SpiZ, setting «Autres»: conseil en ligne, actions et événements, conseil personnalisé).

Par rapport aux années précédentes, ce nombre est en baisse (Ill. 8). Le centre SpiZ est le seul à avoir livré des indications sur le nombre de groupes et le nombre de bénéficiaires. Nous renonçons donc à

citer des chiffres. Nous souhaitons toutefois mentionner que SpiZ recueille également des indications concernant le sexe des bénéficiaires (féminin, masculin, non-binaire).



Exemple de lecture: en 2019, 7% de l'ensemble des centres prestataires en milieu extrascolaire proposaient une approche par les pairs.

Commentaire de SANTÉ SEXUELLE SUISSE

Chapitre 8: Éducation sexuelle / Formation à la santé sexuelle

Les centres proposant une offre d'éducation sexuelle en milieu scolaire ont eu la possibilité, pour la première fois, d'indiquer également s'ils proposaient des consultations spécialisées au personnel enseignant. La moitié des centres ont répondu par l'affirmative (46%). Cette offre, destinée au personnel enseignant, semble être bien établie. Il serait intéressant que tous les centres enregistrent le nombre de consultations spécialisées qu'ils ont dispensées.

9 Commentaire final de SANTÉ SEXUELLE SUISSE

Nous remercions chaleureusement tous les centres qui, en dépit de la pandémie du coronavirus, ont pris le temps de recenser à l'automne 2020 les données de l'année 2019. Malgré la situation sanitaire, la participation à l'enquête en ligne a été plus importante que les années précédentes. Il n'est pas impossible que le nouvel outil de sondage ait facilité la saisie des données. Nous continuerons donc à l'avenir de gérer le projet «Monitoring» au moyen de cet instrument.

Nouveau: recensement du sexe des personnes ayant bénéficié de conseils

Pour la première fois, le sexe des personnes ayant bénéficié de conseils a pu être recensé, à savoir combien de personnes étaient de sexe féminin, masculin ou non-binaire. Pratiquement aucun service n'a pu fournir des indications sur cette dernière catégorie. Nous recommandons donc aux centres et services spécialisés participant à l'enquête d'intégrer dorénavant également la catégorie «non-binaire» dans leurs statistiques. Nous partons en effet du principe qu'à l'avenir, les centres accueilleront toujours plus de personnes se déclarant «non-binaires».

Remise de préservatifs masculins

Seuls 42% des centres ont déclaré remettre des préservatifs masculins à leurs usagères et usagers. Ce chiffre est nettement inférieur à celui des années précédentes. Pour SSCH, il s'agit pourtant là d'une prestation très utile qui contribue de manière simple à la prévention du VIH et des autres infections sexuellement transmissibles et, en même temps, à la prévention des grossesses non voulues. Nous recommandons ainsi aux centres de favoriser et soutenir l'accès aux préservatifs masculins. Les préservatifs peuvent être commandés en ligne sur le [Shop](#) de SSCH. Ils sont aussi mis gratuitement à disposition des membres collectifs de SSCH lors des campagnes Lovelife (dans la limite des stocks disponibles).

Contraception d'urgence

Ce sont surtout les centres de santé sexuelle dotés d'un personnel médical qui proposent la contraception d'urgence. Les centres non médicalisés ont toutefois également la possibilité de déposer une demande auprès de leur canton. Pour rappel, l'Office fédéral de la santé publique a émis en 2004 une recommandation allant dans ce sens. Si vous souhaitez plus d'informations à ce sujet, n'hésitez pas à nous contacter. Nous sommes là pour vous aider!

Offre de dépistage des infections sexuellement transmissibles

Le nombre de centres de consultation en matière de grossesse proposant le dépistage des IST est très élevé et de plus en plus de centres élargissent leur gamme de tests. Désormais, 82% des centres proposant le dépistages des IST effectuent les tests des «Big Five», ce qui réjouit SSCH. En effet, après clarification, les personnes concernées peuvent ainsi effectuer tous les tests nécessaires dans le même centre. Elles ne doivent pas être orientées ailleurs. Les centres qui souhaitent mettre en place une offre de dépistage ou développer leur gamme de tests peuvent aussi compter sur le soutien de l'Aide Suisse contre le Sida. Par le biais de collaborations avec des laboratoires privés, il est alors souvent possible de proposer le dépistage des IST à des prix avantageux. Si nécessaire et sur demande, nous vous indiquerons volontiers le nom de de la personne de référence.

Éducation sexuelle en milieu scolaire

C'est toujours au niveau de l'école enfantine que l'offre est la moins importante.

SSCH considère qu'il est important que les jeunes enfants aient aussi accès à une offre d'éducation sexuelle spécialisée et qualifiée. SSCH recommande ainsi aux centres spécialisés de proposer à ce niveau une éducation sexuelle holistique et de mettre en évidence – comme argument de santé publique – l'importance d'une éducation précoce positive pour le renforcement de la santé mentale de l'enfant.

Pour la première fois, les centres avaient la possibilité de mentionner une éventuelle offre de consultations spécialisées destinées au personnel enseignant. Près de la moitié des centres (46%) ont répondu par l'affirmative. Nous recommandons ainsi aux centres de recenser le nombre de consultations spécialisées qu'ils auront dispensées, ce qui permettra de documenter le précieux soutien apporté aux enseignant.es.

CONTACT

SANTÉ SEXUELLE SUISSE

Christine Sieber

christine.sieber@sante-sexuelle.ch

+41 31 311 44 08

Annexe – Liste des centres ayant participé à l'enquête en ligne 2019

Centres de consultation en matière de grossesse selon la loi RS 857.5 (66 sur 74 = 89%)

AG	Sexuelle Gesundheit Aargau	Aarau
BE	Beratungsstellen sexuelle Gesundheit und Familienplanung	Bern, Biel, Burgdorf, Interlaken, Langenthal, Thun, Tavannes
BL	Kantonale Beratungsstelle für Schwangerschafts- und Beziehungsfragen, Fachstelle sexuelle Gesundheit	Liestal, Binningen
FR	Centre fribourgeois de santé sexuelle	Fribourg, Bulle
GE	Unité de santé sexuelle et planning familial	Genève
GL	Beratungsstelle für Partnerschafts-, Familien- und Sexualfragen	Glarus
GR	adebar - Fachstelle für sexuelle Gesundheit und Familienplanung	Chur
JU	Centre de Santé Sexuelle – Planning Familial Jura	Delémont, Porrentruy, Le Noirmont
LU (NW, OW)	elbe - Fachstelle für Lebensfragen	Luzern
NE	Centre de santé sexuelle - Planning familial	La Chaux-de-Fonds
SG (AI, AA)	Beratungsstelle für Familienplanung, Schwangerschaft und Sexualität	St. Gallen, Jona, Wattwil, Sargans
SH	Beratungsstelle für Partnerschaft und Schwangerschaft	Schaffhausen
SO	Fachstelle Beziehungsfragen Kanton Solothurn	Grenchen, Breitenbach, Olten, Solothurn
SZ	Triaplus AG, Fachstelle für Einzel-, Paar- und Familienberatung	Pfäffikon, Goldau
TG	Beratungsstelle für Familienplanung, Schwangerschaft und Sexualität	Frauenfeld
TI	Consultori di salute sessuale EOC	Locarno, Lugano, Bellinzona, Mendrisio
VD	PROFA - Conseil en périnatalité	Lausanne, Nyon, Payerne, Renens, Vevey, Yverdon, Orbe, Aigle, Morges
VD	PROFA - Consultation en santé sexuelle et planning familial	Lausanne, Aigle, Payerne, Renens, Morges, Nyon, Vevey, Yverdon
VS	SIPE – Centres de consultation	Sion, Sierre, Monthey, Martigny, Brig
ZH	Schwangerschaftsberatungsstellen an den Spitälern	Zürich/Triemli, Bülach, Horgen, Schlieren, Winterthur

Autres centres spécialisés proposant une offre d'éducation sexuelle (13 sur 21 = 62%)

BE	Aids Hilfe Bern	Bern
BS/BL	Aids-Hilfe beider Basel	Basel
GE	Service de santé de l'enfance et de la jeunesse SSEJ	Genève
JU	AJDAES Association jurassienne des animatrices en éducation sexuelle	Bure
SZ	gesundheit schwyz, Gesundheitsförderung und Prävention	Goldau
TG	Perspektive Thurgau, Sexuelle Gesundheit und Sexualpädagogik	Weinfelden
TI	Zonaprotetta	Lugano
VD	PROFA – Centre de compétences VIH-IST	Lausanne
VD	PROFA – Service d'éducation sexuelle	Renens
VS	Antenne Sida du Valais romand	Sion
VS	Aidshilfe Oberwallis	Visp
ZH	liebesexundsoweiter, sexualpädagogik & beratung	Winterthur
ZH	SpiZ – Sexualpädagogik in Zürich	Zürich

Autres centres spécialisés en matière de grossesse et de conseil indépendant en diagnostic prénatal (2 sur 2 = 100%)

ZH appella – Telefon- und Onlineberatung Zürich Zürich

ZH Verein ganzheitliche Beratung und kritische Information zu pränataler Diagnostik Zürich